

Politique | LGV Bordeaux-Dax : Vives réactions après le rapport Duron



Après la publication du rapport Duron qui renvoie aux calendes l'éventuelle réalisation de la partie Bordeaux-Dax de la LGV du « Grand Projet Sud Ouest » les réactions se succèdent. A commencer par celle des élus landais de la majorité départementale très remontés qui font suite à celle d'Alain Rousset . Son de cloche différents chez les élus écologistes satisfaits tandis que Virginie Rozière député européenne du Sud Ouest souligne l'abandon de la desserte vers Montpellier et ses conséquences par rapport à la liaison avec l'Espagne.

Dans le communiqué ci-joint un certain nombre d'élus landais, Xavier Fortinon, président du Conseil départemental en tête, Renaud Lagrave vice-président du Conseil régional, Elisabeth Bonjean maire de Dax et présidente du Grand Dax, Boris Vallaud député des Landes, Monique Lubin sénatrice des Landes et Eric Kerrouche sénateur des Landes. On notera que Geneviève Darrieussecq secrétaire d'Etat aux armées, ancienne maire de Mont-de-Marsan, sans être directement nommée est interpellée par les élus de la majorité départementale.

« Le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures, remis cet après-midi au gouvernement, propose de repousser le début de l'aménagement de la LGV Bordeaux-Dax à un horizon incertain, au-delà de 20 ans.

C'est une remise en cause inacceptable du projet GPSO et un coup de canif dans les engagements de l'Etat et de la SNCF. C'est surtout un mauvais coup porté aux Landes et à tout le sud de la Nouvelle-Aquitaine.

Faut-il se résoudre à ce qu'entre la péninsule ibérique et le nord de l'Europe, notre section au sud de Bordeaux soit l'une des dernières à ne pas être à grande vitesse ? Clairement, non.

Ce qui est en jeu, c'est l'attractivité et le développement économique de notre territoire, ce sont des perspectives réelles de croissance et d'emplois, c'est la lutte contre le réchauffement climatique, mais aussi la sécurité des populations confrontées chaque jour sur nos routes à des flux incessants de camions en transit. L'absence d'une nouvelle ligne empêchera la montée en puissance du trafic de fret et le développement des liaisons de proximité en TER. Depuis le 2 juillet, date d'arrivée de la LGV à Bordeaux, le trafic des trains du quotidien a été multiplié.

En signant la déclaration d'utilité publique de GPSO, Alain Vidalies, alors ministre des Transports, avait pris, lui, la

mesure de ces enjeux. Si le gouvernement actuel suit à la fin du mois les préconisations de ce rapport, il fera le choix de l'abandon des territoires. Aussi nous appelons l'ensemble des élus à se mobiliser pour que nous obtenions cette LGV. Et notamment ceux de la majorité gouvernementale qui n'ont cessé de répéter qu'ils défendent à Paris les dossiers landais. »

EELV: " le GPSO ne se fera pas"

Le groupe des élu-e-s écologistes à la Région Nouvelle-Aquitaine " se félicite, de son côté, des conclusions présentées dans le rapport du Conseil d'Orientation des Infrastructures, présidé par Philippe Duron. Les orientations d'aménagement ferroviaires sont clairement données aux transports du quotidien. Le rapport du COI rejoint ainsi les propositions avancées par les écologistes de longue date.

Le report de la ligne Bordeaux-Toulouse est désormais acté et c'est un phasage recentré sur le traitement des nœuds ferroviaires de Bordeaux et de Toulouse et les travaux sur la ligne classique qui est privilégié. Ce phasage devra permettre "la désaturation de la ligne existante". Le conseil préconise enfin une réalisation éventuelle de la ligne Bordeaux-Dax en 2038 ce qui revient ni plus ni moins à son abandon et recommande la modernisation de la ligne existante :

"Il semble en effet au Conseil que moyennant des travaux de relèvement de vitesse sur la ligne classique, il est possible d'obtenir quasiment les mêmes bénéfices qu'une ligne nouvelle à un coût bien moindre. Dans les faits, l'infrastructure nouvelle ici ne serait justifiable que par la saturation de la ligne existante, notamment pour répondre aux besoins du fret, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et ne semble pas envisageable avant un horizon lointain."

Les élu-e-s écologistes sont donc plus que jamais convaincus que le GPSO ne se fera pas. Les financements de nouvelles lignes à grande vitesse ne seront pas au rendez-vous. L'abandon de tout financement régional de ce projet reste d'ailleurs la base de leur accord de mandature avec Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine."

Virginie Rozière : "Montpellier disqualifié"

De son côté, Virginie Rozière, élue européenne radicale de gauche de la circonscription du Sud-Ouest regrette une décision « hypocrite » et incohérente » qui pénaliserait Montpellier et la liaison vers l'Espagne.« Ce grand projet ferroviaire du Sud-Ouest a été pensé comme un ensemble logique et indivisible. Le but étant désenclaver le territoire d'une région en pleine reconfiguration. Riche de ses 6 millions d'habitants, cette dernière était la seule à rester à l'écart des lignes à grandes vitesses. Plus important encore, ce projet permettait de placer l'Occitanie au cœur de l'Europe ! .

« Aujourd'hui le seul maintien de la ligne Bordeaux-Toulouse disqualifierait définitivement Montpellier laquelle se retrouverait inexorablement défavorisée par rapport aux autres villes. Nous nous dirigeons donc vers une situation dans laquelle Toulouse pourra bénéficier d'une passerelle qui la rapprochera de Paris alors que la capitale du Languedoc - Roussillon serait totalement marginalisée » a ajouté l'élue radicale de gauche. Et Virginie Rozière d'ajouter :"

« Il ne faut pas non plus oublier que la France n'était pas seule concernée par ces grands travaux, il s'agissait aussi de faire la jonction entre l'Espagne et l'Europe de Nord. Cela signifie que ce « chaînon manquant » pouvait être subventionné par l'Union européenne. Le Mécanisme pour l'Interconnexion en Europe avait en effet réitéré sa phase d'appel à proposition. La région avait encore jusqu'au 12 avril 2018 pour candidater ! »

Rappelons également que les Espagnols ont déjà engagé les grands travaux de leurs côtés de la frontière. Et que trouveront-ils de l'autre côté des Pyrénées ? « Rien à part la mauvaise foi française » déplore l'eurodéputée .

La Rédaction

Crédit Photo : Aqui.fr

Publié sur aqui.fr le 04/02/2018

[Url de cet article](#)